

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 941

[C — 2006/29049]

3 FEVRIER 2006. — Décret relatif à l'organisation des examens linguistiques

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Introduction

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

Langue vivante : toute langue autre que la langue de l'enseignement;

Commission d'examen de langue française, commission d'examen de langue néerlandaise, commission d'examen de langue allemande ou commission de langue anglaise : toute commission d'examen ou Section qui fait subir des examens portant respectivement sur la connaissance du français, du néerlandais, de l'allemand ou de l'anglais;

Commission d'examen de connaissance approfondie d'une seconde langue : commission d'examen organisée par le Ministre dont relèvent les écoles où sont en fonction des enseignants qui doivent être porteurs d'un certificat de la connaissance approfondie d'une deuxième langue légalement obligatoire dans l'enseignement primaire.

Art. 2. Les examens institués par le présent décret sont organisés à l'intention des porteurs de tout titre habilitant à exercer une fonction en qualité de membre du personnel de direction, enseignant et administratif dans les établissements d'enseignement visés à l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, sauf en ce qui concerne les professeurs de cours artistiques des établissements d'enseignement artistique.

Par personnel de direction et enseignant, il faut entendre au sens du présent décret :

1° Le personnel des établissements d'enseignement qui a été classé dans la catégorie du personnel directeur et enseignant par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968, déterminant et classant les fonctions des membres du personnel de direction et enseignant des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

2° Le personnel qui occupe des fonctions correspondantes dans les autres établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1963.

Par personnel administratif, il faut entendre au sens du présent décret :

1° Le personnel des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française qui a été classé dans l'une des catégories suivantes par le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 précité :

Personnel auxiliaire d'éducation;

Personnel paramédical;

Personnel administratif.

2° Le personnel qui occupe des fonctions correspondantes dans les autres établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1963.

CHAPITRE II. — Organisation des examens

Section première. — Examens de connaissance approfondie du français

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 3. Les porteurs de tout titre de capacité pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement, ainsi que les membres en fonction du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, porteurs ou non porteurs d'un titre de capacité, peuvent, conformément à l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, obtenir un certificat de connaissance approfondie de la langue française en vue d'exercer des fonctions dans les établissements d'enseignement, conformément aux dispositions de l'article 13, premier alinéa, de la loi du 30 juillet 1963.

Le niveau de l'examen pour l'obtention du certificat précité correspond au niveau des connaissances linguistiques attestées par les titres de base pour l'exercice de ces fonctions.

Art. 4. Les titres de base sont classés dans un des niveaux suivants :

- 1° Niveau primaire;
- 2° Niveau secondaire inférieur;
- 3° Niveau secondaire supérieur;
- 4° Niveau supérieur des premier et deuxième degrés;
- 5° Niveau supérieur du troisième degré.

Art. 5. Le candidat qui ne possède pas un titre de base est considéré comme titulaire d'un titre du niveau primaire.

Art. 6. Sont considérés comme diplômés du niveau secondaire inférieur :

1° Les titres classés comme tels en application de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignements gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

2° Les titres d'enseignement secondaire inférieur visés par le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 7. Sont considérés comme diplômés du niveau secondaire supérieur :

- 1° Les titres classés comme tels en application de l'arrêté royal précité du 22 avril 1969;
- 2° Les titres d'enseignement secondaire supérieur visés par le décret du 12 mai 2004 précité.

Art. 8. Sont considérés comme diplômés du niveau supérieur des premier et deuxième degrés :

- 1° Les titres classés à un de ces deux degrés en application de l'arrêté royal précité du 22 avril 1969;
- 2° Les titres cités à l'article 2, 4°, *b), c), d), e), f)* et 5°, de l'arrêté royal précité du 22 avril 1969, si le titulaire s'inscrit à l'examen prévu, à l'article 10 du présent décret, pour l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel directeur et enseignant.

Art. 9. Sont considérés comme diplômés du niveau supérieur du troisième degré, les titres classés comme tels en application de l'arrêté royal précité du 22 avril 1969.

Sous-section II. — Examens pour le personnel directeur et enseignant

Art. 10. Les examens prévus à l'intention des porteurs de titres de capacité pour l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel directeur et enseignant sont organisés au niveau secondaire supérieur et aux niveaux supérieurs et comportent une épreuve écrite, une épreuve orale, une épreuve didactique, ainsi qu'une appréciation relative à la correction du langage, qui fait l'objet d'une note spéciale.

Ils sont réglés comme suit (voir Tableau 1. : Examens pour le personnel directeur et enseignant) :

TAB. 1 — Examens pour le personnel directeur et enseignant

Epreuves	Durée max.	Points
1. Epreuve écrite		40
2. Epreuve orale	20 min.	30
3. Epreuve didactique	45 min.	20
4. Correction du langage	-	10
TOTAL		100

Art. 11. § 1^{er}. L'épreuve écrite consiste en une rédaction comportant un résumé et un commentaire d'une conférence de vingt minutes au maximum et portant sur un sujet d'intérêt général ou pédagogique.

Il est interdit de prendre des notes durant l'audition de la conférence.

Le temps de la conférence n'est pas pris en considération pour fixer la durée de l'épreuve.

§ 2. L'épreuve orale comprend une conversation mettant en oeuvre le vocabulaire courant propre à la fonction en cause et spécialement la terminologie en rapport avec les branches à enseigner.

§ 3. L'épreuve didactique comprend l'exposé d'une leçon portant sur une branche que le candidat est habilité à enseigner et dont le sujet est :

- 1° Imposé par le jury parmi 3 sujets de leçons proposés par le candidat;
- 2° Choisi de telle sorte qu'il permette d'apprécier la connaissance approfondie de la langue;
- 3° Communiqué au candidat la veille de l'examen.

§ 4. La correction du langage est appréciée en fonction de l'ensemble des épreuves orale et didactique.

Art. 12. S'il a été obtenu en vue de l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel directeur et enseignant, le certificat de connaissance approfondie de la langue de l'enseignement porte le sous-titre suivant : « Catégorie du personnel directeur et enseignant ».

Sous-section III. — Examens organisés pour les membres du personnel administratif

Art. 13. Les examens prévus à l'intention des porteurs de titres de capacité pour l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel administratif sont organisés aux niveaux primaire et secondaire et comportent une épreuve écrite, une épreuve orale, ainsi qu'une appréciation relative à la correction du langage, qui fait l'objet d'une note spéciale.

Ils sont réglés comme suit (voir Tableau 2. : Examens organisés pour les membres du personnel administratif) :

TAB. 2 — Examens organisés pour les membres du personnel administratif

Epreuves	Durée max.	Points
1. Epreuve écrite		40
2. Epreuve orale	15 min.	50
3. Correction du langage	-	10
TOTAL		100

Art. 14. § 1. Au niveau primaire, l'épreuve écrite comporte :

- 1° La rédaction d'une lettre en rapport avec la fonction;
- 2° La rédaction d'une formule de renseignements en rapport avec la fonction.

§ 2. Au niveau secondaire inférieur, l'épreuve écrite consiste en une rédaction comportant un résumé et un commentaire d'un texte de trois à quatre pages et portant sur un sujet d'intérêt général. Le texte est remis au candidat une demi-heure avant le début de l'épreuve.

§ 3. Au niveau secondaire supérieur, l'épreuve écrite consiste en une rédaction comportant un résumé et un commentaire d'une conférence de vingt minutes au maximum et portant sur un sujet d'intérêt général.

Il est permis de prendre des notes durant l'audition de la conférence.

Le temps de la conférence n'est pas pris en considération pour fixer la durée de l'épreuve.

Art. 15. A tous les niveaux, l'épreuve orale comprend une conversation mettant en oeuvre le vocabulaire courant propre aux fonctions en cause.

Art. 16. La correction du langage est appréciée en fonction de l'épreuve orale.

Art. 17. S'il a été obtenu en vue de l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel administratif, le certificat de connaissance approfondie de la langue de l'enseignement porte le sous-titre suivant : « Catégorie du personnel administratif ».

Art. 18. Le candidat qui a subi un examen pour l'obtention du certificat de connaissance approfondie d'une langue d'enseignement en vue de l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel directeur et enseignant et qui échoue uniquement à l'épreuve didactique peut obtenir le certificat de connaissance approfondie de cette langue en vue de l'exercice d'une fonction en qualité de membre du personnel administratif à condition d'avoir obtenu au moins :

1° 60 % du total des points attribués à l'ensemble des épreuves suivantes : épreuve écrite, épreuve orale et correction du langage;

2° 50 % des points attribués à chacune de ces trois épreuves.

Section II. — Examens de connaissance suffisante du français.

Art. 19. Les porteurs de tout titre requis pour donner des cours de langues vivantes, peuvent obtenir un certificat de connaissance suffisante du français.

Art. 20. Les examens portant sur la connaissance suffisante du français sont organisés en fonction des connaissances normalement exigées d'un titulaire d'un titre du niveau secondaire supérieur.

Ils comportent une épreuve écrite et une épreuve orale, permettant aussi d'apprécier la correction du langage, et sont réglés comme suit (voir Tableau 3. : Examens de connaissance suffisante du français) :

TAB. 3 — Examens de connaissance suffisante du français

Epreuves	Durée max.	Points
1. Epreuve écrite		40
2. Epreuve orale	20 min.	50
3. Correction du langage		10
TOTAL		100

Art. 21. L'épreuve écrite consiste en une rédaction comportant un résumé et un commentaire d'un texte de trois à quatre pages et portant sur un sujet d'intérêt général.

Le texte est remis au candidat une demi-heure avant le début de l'épreuve.

L'épreuve orale comprend une conversation en rapport avec une situation de la vie courante.

La correction du langage est appréciée en fonction de l'épreuve orale.

Art. 22. Les porteurs de titres établissant la connaissance approfondie d'une langue vivante et la capacité d'enseigner cette langue sont censés posséder une connaissance suffisante de celle-ci.

Art. 23. Sont considérés comme possédant une connaissance suffisante du français :

1° Les titulaires d'un des diplômes suivants de langue néerlandaise :

a) Diplôme d'instituteur primaire complété par une mention ou un titre complémentaire habilitant à enseigner le français comme deuxième langue légalement obligatoire;

b) Diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, Section français-histoire ou Section des langues modernes du régime ancien;

c) Diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, groupe philologie romane;

2° Les titulaires du diplôme suivant de langue allemande : diplôme d'instituteur primaire complété par une mention ou un titre complémentaire habilitant à enseigner le français comme deuxième langue légalement obligatoire.

Section III. — Examens de connaissance approfondie d'une seconde langue

Art. 24. Les porteurs de titres de capacité pour l'exercice des fonctions d'instituteur dans les écoles primaires où l'enseignement d'une seconde langue est légalement obligatoire peuvent obtenir un certificat de connaissance approfondie d'une seconde langue.

Art. 25. L'examen de connaissance approfondie d'une seconde langue se déroule exclusivement dans cette langue.

Il comporte une épreuve écrite, une épreuve orale, une épreuve didactique ainsi qu'une appréciation relative à la correction du langage.

Il est réglé comme suit (voir Tableau 4. : Examens de connaissance approfondie d'une seconde langue) :

TAB. 4 — Examens de connaissance approfondie d'une seconde langue

Epreuves	Durée max.	Points
1. Epreuve écrite		30
2. Epreuve orale	15 min.	40
3. Epreuve didactique	25 min.	20
4. Correction du langage	-	10
TOTAL		100

Art. 26. § 1^{er}. L'épreuve écrite consiste en un résumé d'un texte d'intérêt général. Le texte est remis au candidat au début de l'épreuve.

§ 2. L'épreuve orale consiste en une conversation à partir du texte qui a fait l'objet de l'épreuve écrite.

§ 3. L'épreuve didactique est organisée selon les modalités prévues à l'article 11, paragraphe 3.

§ 4. La correction du langage est évaluée en fonction de l'épreuve orale et de l'épreuve didactique.

Art. 27. L'instituteur, titulaire d'un titre attestant une connaissance approfondie d'une langue, en tant que langue d'enseignement, est censé posséder une connaissance approfondie de cette langue, en tant que seconde langue.

Section IV. — Dispositions communes

Art. 28. Les droits d'inscription sont fixés à 25 EUR pour chacun des examens.

Art. 29. Les examens de connaissance approfondie ou de connaissance suffisante de la langue de l'enseignement sont subis devant une commission de langue française.

Les examens sur la connaissance approfondie d'une seconde langue légalement obligatoire dans l'enseignement primaire sont subis selon le cas devant une commission de langue néerlandaise, allemande ou anglaise.

Ces commissions sont instituées auprès des Services du Gouvernement.

Art. 30. Pour subir un examen avec succès, il faut avoir obtenu au moins :

1° 60 % du total des points attribués à l'ensemble des épreuves;

2° 50 % du total des points attribués à chacune des épreuves;

3° 50 % des points attribués à la correction du langage.

Art. 31. Les certificats constatant la réussite des examens linguistiques, sont libellés conformément aux modèles repris aux annexes du présent décret.

CHAPITRE III. — *Organisation des commissions**Section 1^{re}. — Composition*

Art. 32. La commission de langue française visée à l'article 29, alinéa 1^{er}, comprend cinq Sections :

- 1° La première, compétente pour les examens à subir au niveau primaire;
- 2° La deuxième, compétente pour les examens à subir au niveau secondaire inférieur;
- 3° La troisième, compétente pour les examens à subir au niveau secondaire supérieur;
- 4° La quatrième, compétente pour les examens à subir au niveau supérieur des premier et deuxième degrés;
- 5° La cinquième, compétente pour les examens à subir au niveau supérieur du troisième degré.

La première et la deuxième Section comprennent six membres ainsi qu'un Président.

La troisième, la quatrième et la cinquième Section comprennent vingt-quatre membres et un Président.

Le nombre des membres qui composent les commissions de langue néerlandaise, allemande et anglaise est déterminé annuellement par les nécessités.

Art. 33. § 1^{er}. 1° Tous les membres doivent :

- a) Enseigner ou avoir enseigné dans un établissement d'enseignement correspondant au niveau de l'examen;
- b) Etre titulaire du titre requis pour cet enseignement, sans préjudice des dispositions contenues au § 2 du présent article;

2° Deux membres au moins doivent enseigner ou avoir enseigné la langue en cause.

Chaque président a un suppléant.

Les membres et leurs suppléants sont nommés par le Gouvernement pour un terme de deux ans.

§ 2. La première Section de la commission de langue française est composée de titulaires du diplôme d'instituteur primaire.

La deuxième Section de la commission de langue française est composée de titulaires d'un titre du niveau supérieur des premier et deuxième degrés.

Les troisième, quatrième, cinquième Sections ainsi que les commissions de langue néerlandaise, allemande et anglaise sont composées de titulaires d'un titre du niveau supérieur du troisième degré.

§ 3. Des agrégés de l'enseignement secondaire inférieur, langues modernes, peuvent faire partie des commissions de langue néerlandaise, allemande ou anglaise, ainsi que des instituteurs qui ont fait la preuve de leur connaissance approfondie d'une de ces secondes langues. Le nombre total d'agrégés de l'enseignement secondaire inférieur (effectifs et suppléants) ne peut être supérieur au tiers du nombre de membres effectifs et suppléants et le nombre d'instituteurs (effectifs et suppléants) ne peut être supérieur au quart du nombre d'agrégés de l'enseignement secondaire inférieur.

Tous les membres doivent être habilités à enseigner le néerlandais, l'allemand ou l'anglais seconde langue.

Art. 34. Les présidents et leurs suppléants sont choisis par le Ministre, sur proposition du Ministre de la Justice, parmi les magistrats effectifs ou suppléants du siège ou du parquet ou, en dehors du personnel enseignant, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur universitaire ou de type long obtenu au terme de quatre années d'étude au moins.

Art. 35. Les autres membres sont choisis pour moitié parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement officiel et pour moitié parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement libre qui sont en activité de service ou retraités depuis moins de cinq ans.

Art. 36. Dans chacune des commissions, le secrétariat est assuré par un fonctionnaire désigné par le Ministre.

Art. 37. Lorsqu'ils viennent à expiration au cours d'une session d'examens, les mandats sont prorogés d'office jusqu'à la fin de la session.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Section II. — Fonctionnement

Art. 38. Le Gouvernement peut allouer aux membres et Présidents des commissions l'indemnité réglementaire pour frais de parcours et de séjour en cas de déplacement, et une allocation pour la participation aux épreuves et aux délibérations.

Art. 39. Chaque commission ou Section siège au moins une fois par an.

Les appels aux candidats sont publiés par avis au *Moniteur belge*.

Art. 40. Les présidents convoquent les membres et les candidats et fixent la date des séances.

Art. 41. Les présidents veillent à la régularité des opérations, prennent toutes les dispositions utiles à l'organisation des épreuves et dirigent les délibérations.

Art. 42. Chaque commission peut établir un règlement d'ordre intérieur.

Art. 43. Les commissions ou Sections ne peuvent délibérer valablement qu'à condition :

- 1° Que le président (ou son suppléant) soit présent;
- 2° Que la majorité des membres soient présents;
- 3° Que les membres qui appartiennent aux établissements d'enseignement officiel et ceux qui appartiennent aux établissements d'enseignement libre soient présents en nombre égal.

Art. 44. Les commissions ou Sections délibèrent à huis clos.

Elles délibèrent sur l'ensemble des épreuves subies par chacun des candidats.

Elles peuvent délibérer sur toute question soumise par le président ou par un membre.

Art. 45. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Art. 46. Aucun membre de la commission ne peut interroger, apprécier les épreuves ou délibérer lorsque le candidat est un conjoint, un cohabitant, un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 47. Si le président se trouve dans un des cas visés à l'article 46, il est remplacé par son suppléant. Si celui-ci ne peut siéger, un autre président doit être désigné.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 48. Sont abrogés :

a) L'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques;

b) L'arrêté ministériel du 10 avril 1974 relatif à l'organisation des examens linguistiques dans l'enseignement de régime français.

Art. 49. A l'article 7, alinéa 5, 1^o, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les termes « à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques » sont remplacés par les termes « à l'article 24 du décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques ».

Art. 50. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif au mode de preuve de la connaissance fonctionnelle du français, les termes « visée à l'article 17, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 10 avril 1974 relatif à l'organisation des examens linguistiques dans l'enseignement de régime français » sont remplacés par les termes « visée à l'article 20, alinéa 2, du décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques ».

Art. 51. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 précité, les termes « à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques » sont remplacés par « à l'article 1^{er} du décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques ».

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 52. Les candidatures introduites pour présenter un examen linguistique en réponse au dernier appel aux candidats lancé sur base de l'ancienne réglementation et publié avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputées avoir été introduites en vertu du présent décret.

Art. 53. Les commissions dernièrement instituées en vertu de l'ancienne réglementation sont réputées instituées en vertu du présent décret. Leurs membres et Présidents achèvent leur mandat en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 54. La Ministre-Présidente, en charge de l'Enseignement obligatoire, la Vice-Présidente, en charge de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales sont chargées de l'exécution du présent décret.

Art. 55. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa promulgation par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 février 2006.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre chargée de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Notes

Session 2005-2006 :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 210-1. — Amendements de commission, n° 210-2.

Compte rendu intégral. — Rapport oral. — Discussion et adoption. Séance du 1^{er} février 2006.

Annexe n° 1

Certificat de connaissance approfondie de la langue française

Communauté française de Belgique

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement;

Déclare que (1) né à
le

a subi avec succès, un examen portant sur la connaissance approfondie de la langue française, au niveau

Donné à, le 20...

Le Président Les Membres L.... titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française :

Le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique

(1) nom et prénom (pour les femmes mariées, mentionner le nom de jeune fille)

Annexe n° 2

Certificat de connaissance suffisante de la langue française

Communauté française de Belgique

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement;

Déclare que (1) né à
le....., a subi avec succès un examen portant sur la connaissance suffisante de la langue française.

Donné à, le 20.....

Le président Les Membres L.... titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française :

Le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique

(1) nom et prénom (pour les femmes mariées, mentionner le nom de jeune fille)

Annexe n° 3

Certificat de connaissance approfondie d'une seconde langue pour l'enseignement dans les écoles primaires

Communauté française de Belgique

La commission d'examen, instituée en exécution de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement;

Déclare que (1) né à
le.....,

a subi avec succès un examen de connaissance approfondie d'une seconde langue pour l'enseignement dans les écoles primaires, en langue(2)

Donné à, le 20.....

Le Président Les Membres L.... titulaire,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française :

Le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique

(1) nom et prénom (pour les femmes mariées, mentionner le nom de jeune fille);

(2) néerlandaise, allemande ou anglaise

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 941

[C — 2006/29049]

3 FEBRUARI 2006. — Decreet betreffende de organisatie van de taalexamens

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleiding*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

Levende taal : iedere andere taal dan de onderwijstaal;

De Examencommissie Franse taal, de Examencommissie Nederlandse taal, de Examencommissie Duitse taal of de Examencommissie Engelse taal : iedere examencommissie of afdeling die examens afneemt over de kennis van respectievelijk het Frans, het Nederlands, het Duits of het Engels;

Examencommissie over de grondige kennis van een tweede taal : een examencommissie ingericht door de Minister die de scholen waarin leerkrachten fungeren, waarvoor het getuigschrift van grondige kennis van de wettelijk verplichte tweede taal in het lager onderwijs vereist is, onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 2. De examens bedoeld in dit decreet, worden georganiseerd voor de houders van de bekwaamheidsbewijzen die in aanmerking komen voor de uitoefening van een ambt als lid van het bestuurs-, onderwijzend en administratief personeel van de onderwijsinrichtingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, behalve voor wat betreft de leraren kunstonderwijs in kunstonderwijsinrichtingen.

Onder bestuurs- en onderwijzend personeel in de zin van dit decreet wordt verstaan :

1° Het personeel van de onderwijsinrichtingen dat door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal-onderwijs van de Staat, werd ingedeeld in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel;

2° Het personeel dat overeenstemmende ambten bekleedt in de andere inrichtingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 juli 1963.

Onder administratief personeel in de zin van dit decreet wordt verstaan :

1° Het personeel van de inrichtingen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, dat door het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpenseel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap en door het voornoemde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968, werd ingedeeld in één van de volgende categorieën :

Opvoedend hulppersoneel;

Paramedisch personeel;

Administratief personeel.

2° Het personeel dat overeenstemmende ambten bekleedt in de andere inrichtingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 juli 1963.

HOOFDSTUK II — *Organisatie van de examens**Afdeling I.* — Examens over de grondige kennis van het Frans

Onderafdeling I — Algemene bepalingen

Art. 3. De houders van elk bekwaamheidsbewijs dat in aanmerking komt voor de uitoefening van ambten in onderwijsinrichtingen, alsook de in dienst zijnde leden van het meesters-, vak- en dienstpenseel, al dan niet in het bezit van een bekwaamheidsbewijs, kunnen, overeenkomstig artikel 15 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, een getuigschrift behalen waaruit de grondige kennis blijkt van de Franse taal, teneinde ambten uit te oefenen in de onderwijsinrichtingen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13, eerste lid, van de wet van 30 juli 1963.

Het niveau van het examen voor het behalen van bedoeld getuigschrift stemt overeen met het niveau van de taalkennis die blijkt uit basisbekwaamheidsbewijzen die in aanmerking komen voor de uitoefening van die ambten.

Art. 4. De basisbekwaamheidsbewijzen worden in één van de volgende niveaus gerangschikt :

1° lager niveau;

2° lager secundair niveau;

3° hoger secundair niveau;

4° hoger niveau van de eerste en tweede graden;

5° hoger niveau van de derde graad.

Art. 5. De kandidaat die over geen basisbekwaamheidsbewijs beschikt, wordt beschouwd als houder van een bekwaamheidsbewijs van het lager niveau.

Art. 6. Beschouwd worden als diploma's van het lager secundair niveau :

1° De bekwaamheidsbewijzen als zodanig gerangschikt met toepassing van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

2° De bekwaamheidsbewijzen van het lager secundair onderwijs bedoeld in het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 7. Beschouwd worden als diploma's van het hoger secundair niveau :

1° De bekwaamheidsbewijzen als zodanig gerangschikt met toepassing van het voornoemde koninklijk besluit van 22 april 1969;

2° De bekwaamheidsbewijzen van het hoger secundair onderwijs bedoeld in het voornoemde decreet van 12 mei 2004.

Art. 8. Beschouwd worden als diploma's van het hoger niveau van de eerste en tweede graden :

1° De bekwaamheidsbewijzen gerangschikt in één van de twee graden met toepassing van het voornoemde koninklijk besluit van 22 april 1969;

2° De bekwaamheidsbewijzen vermeld in artikel 2, 4°, b), c), d), e), f) en 5° van het voornoemde koninklijk besluit van 22 april 1969, indien de houder zich inschrijft voor het bedoelde examen, in artikel 10 van dit decreet, voor de uitoefening van een ambt als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel.

Art. 9. Beschouwd worden als diploma's van het hoger niveau van de derde graad, de bekwaamheidsbewijzen als zodanig gerangschikt met toepassing van het voornoemde koninklijk besluit van 22 april 1969.

Onderafdeling II. — Examens voor het bestuurs- en onderwijzend personeel

Art. 10. De examens voor de houders van bekwaamheidsbewijzen die in aanmerking komen voor de uitoefening van een ambt in de hoedanigheid van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel worden georganiseerd op het hoger secundair niveau en op de hogere niveaus en bestaan uit een schriftelijke, mondelinge, didactische proef alsook uit een beoordeling betreffende het correcte taalgebruik, waarvoor een speciaal cijfer wordt gegeven.

Ze worden geregeld als volgt (zie Tabel 1. : Examens voor het bestuurs- en onderwijzend personeel) :

TAB. 1 – Examens voor het bestuurs- en onderwijzend personeel

Proeven	Maximale duur	Punten
1. Schriftelijke proef		40
2. Mondelinge proef	20 min.	30
3. Didactische proef	45 min.	20
4. Correct taalgebruik	-	10
TOTAAL		100

Art. 11. § 1. De schriftelijke proef bestaat in een opstel waarbij een samenvatting moet worden gemaakt en commentaar moet worden gegeven over een conferentie van maximum twintig minuten die handelt over een onderwerp van algemeen belang of over een pedagogisch onderwerp.

Het is verboden om aantekeningen te maken tijdens het beluisteren van de conferentie.

De duur van de conferentie wordt niet meegerekend om de duur van de proef vast te leggen.

§ 2. De mondelinge proef bestaat in een gesprek waarin de gangbare woordenschat wordt aangewend die typisch is voor het betrokken ambt en in het bijzonder de terminologie van de te onderwijzen vakgebieden.

§ 3. De didactische proef bestaat in het geven van een les die betrekking heeft op een vakgebied dat de kandidaat kan onderwijzen en waarvan het onderwerp wordt :

1° opgelegd door de juryleden waaronder 3 onderwerpen van lessen voorgesteld door de kandidaat;

2° zodanig gekozen dat de grondige kennis van de taal kan worden beoordeeld;

3° meegedeeld aan de kandidaat de dag vóór het examen.

§ 4. Het correcte taalgebruik wordt beoordeeld in functie van de hele mondelinge en didactische proeven.

Art. 12. Werd het getuigschrift voor grondige kennis van de onderwijstaal behaald voor de uitoefening van een ambt in de hoedanigheid van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, dan draagt het de volgende ondertitel : « Categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel ».

Onderafdeling III. — Examens georganiseerd voor de leden van het administratief personeel

Art. 13. De examens voor de houders van bekwaamheidsbewijzen die in aanmerking komen voor de uitoefening van een ambt in de hoedanigheid van lid van het administratief personeel worden georganiseerd op het lager niveau en op het secundair niveau en bestaan uit een schriftelijke proef en een mondelinge proef alsook uit een beoordeling betreffende het correcte taalgebruik waarvoor een speciaal cijfer wordt gegeven.

Ze worden geregeld als volgt (zie Tabel 2. : Examens voor het administratief personeel) :

TAB. 2 – Examens voor de leden van het administratief personeel

Proeven	Maximale duur	Punten
1. Schriftelijke proef		40
2. Mondelinge proef	15 min.	50
3. Correct taalgebruik	-	10
TOTAAL		100

Art. 14. § 1. Op het lager niveau bestaat de schriftelijke proef uit :

1° het opstel van een brief in verband met het ambt :

2° het opstel van een inlichtingenformule in verband met het ambt.

§ 2. Op het lager secundair niveau bestaat de schriftelijke proef in een opstel waarbij een samenvatting moet worden gemaakt en commentaar moet worden gegeven over een tekst van drie tot vier bladzijden die handelt over een onderwerp van algemeen belang.

De tekst wordt een halfuur vóór het begin van de proef aan de kandidaat meegedeeld.

§ 3. Op het hoger secundair niveau bestaat de schriftelijke proef in een opstel waarbij een samenvatting moet worden gemaakt en commentaar moet worden gegeven over een conferentie van maximum twintig minuten die handelt over een onderwerp van algemeen belang.

Het is toegelaten aantekeningen te maken tijdens het beluisteren van de conferentie.

De duur van de conferentie wordt niet meegerekend om de duur van de proef vast te leggen.

Art. 15. Op alle niveaus omvat de mondelinge proef een gesprek waarin de gangbare woordenschat wordt aangewend die typisch is voor de betrokken ambten.

Art. 16. Het correcte taalgebruik wordt beoordeeld in functie van de mondelinge proef.

Art. 17. Werd het getuigschrift voor grondige kennis van de onderwijstaal behaald voor de uitoefening van een ambt in de hoedanigheid van lid van het administratief personeel, dan draagt het de volgende ondertitel : « Categorie van het administratief personeel ».

Art. 18. De kandidaat die een examen heeft afgelegd voor een getuigschrift voor grondige kennis van een onderwijstaal voor de uitoefening van een ambt in de hoedanigheid van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en die slechts voor de didactische proef zakt, kan het getuigschrift voor grondige kennis van deze taal behalen voor de uitoefening van een ambt in de hoedanigheid van lid van het administratief personeel op voorwaarde dat hij ten minste :

1° 60 % van het totaal van de punten behaalt die gegeven worden aan alle volgende proeven : schriftelijke proef, mondelinge proef en correct taalgebruik;

2° 50 % van de punten behaalt die gegeven worden aan elke van deze drie proeven.

Afdeling II. — Examens over de voldoende kennis van het Frans

Art. 19. De houders van bekwaamheidsbewijzen die in aanmerking komen voor het onderricht in levende talen, kunnen een getuigschrift behalen voor voldoende kennis van het Frans.

Art. 20. De examens die betrekking hebben op de voldoende kennis van het Frans worden georganiseerd in functie van de kennis die normaal vereist is van een houder van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau.

Ze bestaan uit een schriftelijke proef en een mondelinge proef waarbij het correcte taalgebruik kan worden beoordeeld, en worden ze geregeld als volgt (zie Tabel 3. : Examens over de voldoende kennis van het Frans) :

TAB. 3 – Examens over de voldoende kennis van het Frans

Proeven	Maximale duur	Punten
1. Schriftelijke proef		40
2. Mondelinge proef	20 min.	50
3. Correct taalgebruik		10
TOTAAL		100

Art. 21. De schriftelijke proef bestaat in een opstel waarbij een samenvatting moet worden gemaakt en commentaar moet worden gegeven van een tekst van drie tot vier bladzijden die handelt over een onderwerp van algemeen belang.

De tekst wordt een halfuur vóór het begin van de proef aan de kandidaat meegedeeld.

De mondelinge proef bestaat in een gesprek dat betrekking heeft op het dagelijks leven.

Het correcte taalgebruik wordt beoordeeld in functie van de mondelinge proef.

Art. 22. De houders van bekwaamheidsbewijzen waaruit hun grondige kennis van een levende taal en hun bevoegdheid om die taal te onderwijzen, blijken, worden geacht een voldoende kennis van die taal te bezitten.

Art. 23. Komen in aanmerking voor de voldoende kennis van het Frans :

1° De houders van één van de volgende diploma's in het Nederlands;

Diploma van onderwijzer aangevuld met een vermelding of een aanvullend bekwaamheidsbewijs waarbij het Frans mag worden onderwezen als tweede wettelijk verplichte taal;

Aggregaatsdiploma voor het lager secundair onderwijs, afdeling Frans-geschiedenis of afdeling moderne talen van het vroegere stelsel;

Aggregaatsdiploma voor het hoger secundair onderwijs, groep Romaanse filologie;

2° De houders van het volgende diploma in het Duits : diploma van onderwijzer aangevuld met een vermelding of een aanvullend bekwaamheidsbewijs waarbij het Frans mag worden onderwezen als tweede wettelijk verplichte taal.

Afdeling III. — Examens over de grondige kennis van een tweede taal

Art. 24. De houders van bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van onderwijzer in de lagere scholen waar het onderwijs van een tweede taal wettelijk verplicht is, kunnen een getuigschrift behalen over de grondige kennis van een tweede taal.

Art. 25. Het examen over de grondige kennis van een tweede taal gebeurt uitzonderlijk in deze taal.

Het bestaat uit een schriftelijke proef, een mondelinge proef, een didactische proef alsook uit een beoordeling betreffende het correcte taalgebruik.

Het wordt geregeld als volgt (zie Tabel 4. : Examens over de grondige kennis van een tweede taal) :

TAB. 4 – Examens over de grondige kennis van een tweede taal

Proeven	Maximale duur	Punten
1. Schriftelijke proef		30
2. Mondelinge proef	15 min.	40
3. Didactische proef	25 min.	20
4. Correct taalgebruik	-	10
TOTAAL		100

Art. 26. § 1. De schriftelijke proef bestaat in een samenvatting van een tekst van algemeen belang. De tekst wordt vanaf het begin van de proef aan de kandidaat meegedeeld.

§ 2. De mondelinge proef bestaat in een gesprek op grond van de tekst van de schriftelijke proef.

§ 3. De didactische proef wordt georganiseerd volgens de nadere regels bepaald in artikel 11, § 3.

§ 4. Het correcte taalgebruik wordt beoordeeld in functie van de mondelinge proef en de didactische proef.

Art. 27. De onderwijzer, houder van een bekwaamheidsbewijs waaruit een grondige kennis van een taal als onderwijstaal blijkt, wordt geacht een grondige kennis van deze taal als tweede taal te bezitten.

Afdeling IV. — Algemene bepalingen

Art. 28. Het inschrijvingsgeld wordt voor elk examen op 25 euro vastgesteld.

Art. 29. De examens over de grondige kennis of over de voldoende kennis van de onderwijstaal worden afgelegd voor een examencommissie Franse taal.

De examens over de grondige kennis van de wettelijk verplichte tweede taal in het lager onderwijs, worden afgelegd, naargelang het geval, voor een Examencommissie Nederlandse taal, Duitse taal of Engelse taal.

Deze commissies worden bij de Diensten van de Regering ingesteld.

Art. 30. Om te slagen voor een examen moet de kandidaat ten minste :

1° 60 % van het totaal van de punten behalen die toegekend worden aan de hele proeven;

2° 50 % van het totaal van de punten behalen die toegekend worden aan elk van de proeven;

3° 50 % van de punten behalen die toegekend worden aan het correcte taalgebruik.

Art. 31. De getuigschriften waaruit blijkt dat de taalexamen met succes werden afgelegd, worden opgesteld volgens de modellen van de bijlage bij dit decreet.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie van de examencommissies**Afdeling I. — Samenstelling*

Art. 32. De examencommissie Franse taal bedoeld in artikel 29, eerste lid, bestaat uit vijf afdelingen :

- 1° De eerste die bevoegd is voor de examens in het lager niveau;
- 2° De tweede die bevoegd is voor de examens in het lager secundair onderwijs;
- 3° De derde die bevoegd is voor de examens in het hoger secundair onderwijs;
- 4° De vierde die bevoegd is voor de examens in het hoger niveau van de eerste en tweede graden;
- 5° De vijfde die bevoegd is voor de examens in het hoger niveau van de derde graad.

De eerste en de tweede afdelingen bestaan uit zes leden en een voorzitter.

De derde, vierde en vijfde afdelingen bestaan uit vierentwintig leden en een voorzitter.

Het aantal leden waaruit de Examencommissies Nederlandse taal, Duitse taal en Engelse taal bestaan, wordt jaarlijks bepaald naargelang van de noodwendigheden.

Art. 33. § 1. 1° Alle leden moeten :

in een inrichtingsinstelling onderwijzen of onderwezen hebben die overeenstemt met het examenniveau; houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor dit onderwijs onverminderd de bepalingen bedoeld in § 2 van dit artikel;

2° Minstens twee leden moeten de betrokken taal onderwijzen of onderwezen hebben.

Iedere voorzitter heeft een plaatsvervanger.

De leden en hun plaatsvervangers worden voor een termijn van twee jaar door de Regering benoemd.

§ 2. De eerste afdeling van de Examencommissie Franse taal bestaat uit de houders van het diploma van onderwijzer.

De tweede afdeling van de Examencommissie Franse taal bestaat uit de houders van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de eerste en tweede graden.

De derde, vierde, vijfde afdelingen alsook de Examencommissies Nederlandse taal, Duitse taal en Engelse taal zijn samengesteld uit de houders van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de derde graad.

§ 3. De geaggregeerden van het lager secundair onderwijs, moderne talen, kunnen deel uitmaken van de Examencommissies Nederlandse taal, Duitse taal en Engelse taal alsook de onderwijzers die hun grondige kennis van één van die tweede talen hebben bewezen. Het aantal geaggregeerden van het lager secundair onderwijs (werkende en plaatsvervangende leden) mag het derde van het aantal werkende en plaatsvervangende leden niet overschrijden en het aantal onderwijzers (werkende en plaatsvervangende leden) mag niet hoger zijn dan één vierde van het aantal geaggregeerden van het lager secundair onderwijs.

Alle leden moeten het Nederlands, het Duits of het Engels als tweede taal kunnen onderwijzen.

Art. 34. De voorzitters en hun plaatsvervangers worden gekozen door de Minister, op voordracht van de Minister van Justitie, uit de werkende of plaatsvervangende, zittende of staande magistraten of buiten het onderwijzend personeel, waaronder de houders van een diploma van het universitair hoger onderwijs of van het lange type na ten minste vier jaar studies.

Art. 35. De andere leden worden voor de helft gekozen uit de personeelsleden van de officiële onderwijsinrichtingen en voor de andere helft uit de personeelsleden van de vrije onderwijsinrichtingen, die in dienstactiviteit zijn of sedert minder dan vijf jaar gepensioneerd zijn.

Art. 36. In iedere examencommissie wordt het secretariaat waargenomen door een ambtenaar aangesteld door de Minister.

Art. 37. Indien de mandaten in de loop van een examenzittijd verstrijken, worden zij ambtshalve verlengd tot op het einde van de zittijd.

Bij vacature vóór het verstrijken van een mandaat, voleindigt de plaatsvervanger het mandaat van zijn voorganger.

Afdeling II. — Werking

Art. 38. De Regering kan de leden en de voorzitters van de examencommissies een reglementaire vergoeding voor reis- en verblijfkosten bij verplaatsingen toekennen alsook een toelage voor de deelname aan proeven en beraadslagingen.

Art. 39. Iedere examencommissie of afdeling zetelt minstens één keer per jaar.

De oproepen tot kandidaten worden per advies in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 40. De voorzitters roepen de leden en de kandidaten op en stellen de datum van de zittingen vast.

Art. 41. De voorzitters zorgen voor het regelmatig verloop van de werkzaamheden, nemen alle nuttige maatregelen voor de organisatie van de proeven en leiden de beraadslagingen.

Art. 42. Iedere examencommissie kan een huishoudelijk reglement uitwerken.

Art. 43. De examencommissies of afdelingen kunnen slechts geldig beraadslagen en beslissen op voorwaarde :

- 1° dat de voorzitter (of zijn plaatsvervanger) aanwezig is;
- 2° dat de meerderheid van de leden aanwezig is;
- 3° dat de leden die behoren tot de officiële onderwijsinrichtingen en tot de vrije onderwijsinrichtingen in gelijk getal aanwezig zijn.

Art. 44. De examencommissies en afdelingen beraadslagen met gesloten deuren.

Ze beraadslagen over het geheel van de proeven die door iedere kandidaat worden afgelegd.

Ze kunnen beraadslagen over elke vraag die door de voorzitter of door een lid wordt gesteld.

Art. 45. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 46. Geen enkel lid van de examencommissie mag ondervragen, de examens beoordelen of deelnemen aan de beraadslagingen, indien de kandidaat een echtgenoot is, samenwonend is of een bloed- of aanverwant is tot en met de vierde graad.

Art. 47. Indien de voorzitter zich in één van de toestanden bedoeld in artikel 46 bevindt, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger. Indien deze niet kan zetelen, moet een andere voorzitter worden aangesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 48. Opgeheven worden :

Het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens;

Het ministerieel besluit van 10 april 1974 betreffende de organisatie van de taalexamens in het onderwijs van het Frans taalstelsel.

Art. 49. In artikel 7, vijfde lid, 1°, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de woorden « in artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van taalexamens » vervangen door de woorden « in artikel 24 van het decreet betreffende de organisatie van de taalexamens ».

Art. 50. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de methode voor het bewijs van de functionele kennis van de Franse taal, worden de woorden « bedoeld in artikel 17, alinea 2, van het ministerieel besluit van 10 april 1974 over de organisatie van taalexamens in het Franstalig onderwijs » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het decreet betreffende de organisatie van de taalexamens ».

Art. 51. In artikel 4 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004, worden de woorden « in artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens » vervangen door de woorden « in artikel 1 van het decreet betreffende de organisatie van de taalexamens ».

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 52. De kandidaturen die ingediend worden om een taalexamen af te leggen in antwoord op de laatste oproep tot kandidaten, gebaseerd op de vorige regelgeving en bekendgemaakt vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht ingediend te zijn krachtens dit decreet.

Art. 53. De examencommissies die laatst werden ingesteld overeenkomstig de vorige regelgeving, worden geacht ingesteld te zijn krachtens dit decreet. Hun leden en voorzitters voleindigen hun mandaat dat reeds loopt op het moment dat dit decreet in werking treedt.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 54. De Minister-President, bevoegd voor het Leerplichtonderwijs, de Vice-President, bevoegd voor het Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen, worden belast met de uitvoering van dit decreet.

Art. 55. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het door de Regering wordt afgekondigd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 februari 2006.

De Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

Zitting 2005-2006 :

Stukken van de Raad. — Voorstel van decreet, nr. 210-1. — Commissieamendementen, nr. 210-2.

Integraal verslag. — Mondeling verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 februari 2006.